

ENJEU SÉCURITÉ - Lutte anticrime : accélérer, dire la vérité aux Français.

SOUS le général De Gaulle, la Ve République débuta sa vie politique par des rapports de franchise ; sans ménagement ; à la limite de la dureté. Le général ne s'épargnait pas lui-même ; pas plus, les autres ; surtout s'il s'agissait de ce qui, à l'en croire, était la passion de sa vie, sa patrie, la France. Alors, les conférences de presse gaulliennes exposaient brutalement la vision du général, ce qu'il croyait bon ou à l'inverse, ce qu'il rejetait. Et il avait la dent dure ! Sous lui, chefs gaullistes et ministres étaient certes plus souples. Mais alors, les Français ne se faisaient pas dorer la pilule - en tout cas, pas par le président-monarque.

Puis la politique politicienne reprit des droits. Sursaut, certes, à la fondation du RPR, initialement patriotique et souverainiste ; ensuite, la com', les sondages, éléments de langage, ingénierie sociale, ... "changer le regard" ... Dire blanc et faire noir... Tout cela devint l'art de gouverner : basiquement, ce qu'on enseignait à l'ENA. La Ve République devenue néo-libérale, ses dirigeants ont agi en néo-libéraux : le peuple et ses foudres sont dangereux... Le gouvernement des experts est préférable... Des dispositifs - tant qu'il en faudra - doivent encadrer le système électif "pour que les responsables puissent vivre sans crainte d'être piétinés ou encornés par le troupeau des bêtes sauvages" (Walter Lippmann, *doctrine du néo-libéralisme*).

Notamment, le ministère de l'Intérieur s'est dès lors mis à mentir sur le comptage du crime, sur l'insécurité. Cent stratagèmes ont été imaginés pour saucissonner, éluder, ventiler le réel criminel ; au point qu'aujourd'hui, en criminologie, comparer même les données les plus simples et devenu une tâche herculéenne. De cela, un exemple.

Prenons les cambriolages, dont le nombre énorme croît chaque année en France : dans la réalité des chiffres que l'Intérieur camoufle dans d'innombrables tableaux type Excel, la France en subit vraiment plus de 434 000 par an, près de 1 200 par jour et de 50 par heure. Accéder au nombre réel de ces cambriolages qui empoisonnent la vie des Français ; leur font éprouver un viol et réaliser leur impuissance, est déjà ardu. Bien plus encore de comparer, en la matière, la France à ses voisins Anglais, Allemands, Italiens et Espagnols.

Là c'est pire : à chacun de ces peuples, une langue où diffèrent les "structures de signification" ; son gouvernement, dont la statistique - bien sûr, pas pour le seul crime - reflète une longue histoire. De plus, ce qu'on y décompte varie : cambriolage des seules résidences privées ici ; toutes effractions, là (bureaux, usines, commerces, locaux officiels, etc.).

Bref, il nous a fallu du temps et de l'expertise pour, à *epsilon* près, reconstituer la variable "cambriolages en tous lieux" pour 2024, grâce à Eurostat (l'équivalent de l'INSEE pour l'Union européenne) et diverses bases documentaires. En prenant comme base de population pour ces divers pays, leur dernier recensement.

Autre impossibilité : déterminer le "chiffre noir" derrière les comptes officiels ; la différence entre le nombre des cambriolages commis vraiment, et ceux dont la police-justice de chaque pays a connaissance. Cette tâche ardue pour un pays centralisé (la France) tourne à la torture pour des pays fédéraux : l'Allemagne et ses länder, le Royaume-Uni où l'Écosse et l'Ulster font statistiques à part ; idem pour l'Italie et l'Espagne. Reste le socle solide des effractions enregistrées dans chaque pays, quel que soit le lieu cambriolé. Voici ce que cela donne :

Pays	Population	Cambriolages 100 000 hab.
1 - FRANCE	± 68 m. d'habitants	467 / 100 000 hab.
2 - ITALIE	± 59 m. hab.	447 / 100 000
3 - ENGLAND+WALES *	± 61 m. hab.	417 / 100 000
4 - ESPAGNE	± 49 m. hab.	261 / 100 000
5 - ALLEMAGNE	± 83 m. hab.	152 / 1 00 000

* Le reste du Royaume-Uni (Écosse, Ulster) est comptabilisé à part ; mais E+W ont 90% ± de la population totale.

Trois fois plus de cambriolages en France qu'en Allemagne ; pays ne manquant pourtant pas de migrants... On comprend pourquoi, plus souvent qu'à leur tour, nos gouvernements balaiant la poussière du comptage criminel sous le tapis...

Dans l'avenir, tout gouvernement honnête devra donc s'attacher à informer les Français du réel criminel. Il devra aussi apprendre à faire vite, à anticiper les menaces, à réagir à l'instant, au lieu d'aller, comme sous la 3^e République, à un sage train de sénateur.

Ici, un exemple : quand voici dix ans, le tsunami de cocaïne déferla sur l'Europe, les grands ports français, Le Havre en tête (10 000 hectares, 150 km de routes...) ont vite été submergés ; intimidation, corruption, homicides, conteneurs bourrés de cocaïne. Lentement, l'État a réagi. Aujourd'hui, le Service intégré de sûreté portuaire du Havre (SISP) et ses 150 agents armés font l'admiration : patrouilles 7/7 jours et 24h/24... survols par drones... Prévention et détection rapide...

Problème : du nord de l'Amérique latine vers l'Europe, le transfert de la cocaïne est opéré par des logisticiens criminels répondant sur leur vie de la livraison à bon port de la drogue. Quand une route s'ouvre, sans délais, la suivante s'amorce : on bascule sur elle quand les saisies s'aggravent sur la route en service. Or un tel basculement débute en 2024 dans les ports de l'Europe du Nord, bientôt peut-être en France. La cocaïne saisie y diminue fort au 1^{er} semestre 2024 : à Rotterdam, 28 tonnes saisies en jan-juin 2023 ; 16 t. au 1^{er} semestre 2024. En même temps, les ports des Balkans et du sud européen (Andalousie, *Mezzogiorno*) voient les saisies exploser.

Ainsi, sécuriser la France repose sur un simple binôme : plus de réalisme et un grand coup d'accélérateur. ●